



# Hidalgos et caballeros dans les villes du royaume de Castille : l'exemple de Murcie (XIIIe-XVe siècles) ”

Denis Menjot

## ► To cite this version:

Denis Menjot. Hidalgos et caballeros dans les villes du royaume de Castille : l'exemple de Murcie (XIIIe-XVe siècles) ”. CIDEHUS-UÉ. Categorías Sociais e Mobilidade Urbana na Baixa Idade Média, Edições Colibri, Lisbonne, pp.83-98, 2012. halshs-00967603

**HAL Id: halshs-00967603**

**<https://shs.hal.science/halshs-00967603>**

Submitted on 29 Mar 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **Categorias sociais e mobilidade urbana na Baixa Idade Média**

**Entre o Islão e a Cristandade**

**Hermínia Vasconcelos Vilar,  
Maria Filomena Lopes de Barros (Eds.)**



## HIDALGOS ET CABALLEROS DANS LES VILLES DU ROYAUME DE CASTILLE: L'EXEMPLE DE MURCIE (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> SIÈCLES)

Denis Menjot

Université de Lyon

Toutes les villes castillanes comptent parmi leurs habitants un nombre variable d'individus qui apparaissent dans la documentation sous les noms d'*hidalgos* et de *caballeros*<sup>1</sup>. Ils se trouvent dans une position dominante économiquement, socialement et politiquement et imposent aux autres citadins leur idéal et leur modèle culturel. Les historiens médiévistes utilisent pour les désigner un vocabulaire fluctuant: patriciat, aristocratie, oligarchie, bourgeoisie, classe dominante, élite, mais qui définit le territoire de la supériorité sociale qui se manifeste partout par trois critères: la fortune, l'exercice du pouvoir et le prestige social. Parmi ces termes, considérés trop souvent mais à tort comme interchangeables, celui d'élite, au sens que les sociologues donnent à ce vocable, me paraît le plus approprié car même s'il est vague et ses connotations multiples et disparates, il identifie clairement une minorité en position de supériorité, mais socialement hétérogène<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Pour une présentation générale des sociétés urbaines ibériques, on consultera une des dernières synthèses en date dans laquelle sont citées de nombreuses monographies, J.I Ruiz de la PEÑA SOLAR, «Ciudades y sociedades urbanas en la España Medieval, siglos XIII-XV», *Las sociedades urbanas en la España Medieval*, XXIX *Semanario de Estudios Medievales*, Estella, 2002, Pampelune, Gobierno de Navarra, 2003, pp. 17-49.

<sup>2</sup> Sur l'utilisation de ce concept emprunté aux sociologues par les historiens médiévistes et les limites de son caractère opératoire, voir E. CROUZET-PAVAN, «Les élites urbaines. Aperçus problématiques (France, Angleterre, Italie)», *Les Elites urbaines au Moyen Âge*, XXVII, Congrès de la SHMES, Rome, 1996, Paris-Rome, Publications de la Sorbonne, École Française de Rome, 1997, pp. 9-28; Ph.

Cette élite a fait l'objet de très nombreuses études sur sa formation, ses stratégies de domination, ses moyens d'accaparement du pouvoir municipal, ses renouvellements au cours des siècles, ses assises économiques, son imaginaire, son genre de vie, sa culture et ses pratiques de légitimation. Comme la thématique de ce colloque nous y invite, je chercherai à déterminer comment au sein d'une ville cette strate de la population s'identifie et à préciser ce que recouvre exactement la terminologie d'*hidalgos* et *caballeros*. La ville de Murcie me servira d'exemple car la documentation conservée dans les archives municipales permet de répondre à ces interrogations. Elle renferme en effet des textes qui mentionnent la qualité des individus, leurs différentes conditions et les hiérarchies sociales internes<sup>3</sup>. Parmi ceux-ci, sont particulièrement importants pour notre analyse le Livre du *Repartimiento* qui enregistre toutes les opérations de répartitions de terres aux colons qui eurent lieu entre 1266 et 1273, une série presque continue de registres de délibérations qui commence précocement en 1364, des livres de compte dont le premier date de l'exercice 1392 et un livre des *hidalgos*, daté du 15 février 1418. Ce dernier pourrait et devrait permettre en théorie de connaître tous les nobles de la ville, mais il pose sur les individus qui y figurent, la façon dont ils ont été recensés et les raisons pour lesquelles ils l'ont été, un certain nombre de problèmes sur lesquels nous reviendrons<sup>4</sup>.

Murcie constituait un cas très particulier dans l'ensemble des cités de la couronne de Castille. Fondée par Abd al-Rhaman II en 825, elle était avec Cordoue, Séville, Valence, Málaga et Majorque une des grandes villes d'Andalous quand le roi de Castille l'intégra définitivement à sa couronne en 1266 après lui avoir imposé son protectorat en 1243 et maté – avec l'appui des troupes du roi d'Aragon –, le soulèvement des musulmans déclenché en 1264<sup>5</sup>. Sise au sud-est de la Péninsule Ibérique, au centre d'une vaste *huerta*

fertilisée par les eaux du Segura, mais soumise à un climat semi-aride, Murcie fut jusqu'à la fin du XVe siècle, la capitale d'un royaume frontalier à l'insécurité endémique à cause de sa situation périphérique et de son enclavement entre l'émirat de Grenade, le royaume d'Aragon et la mer, seule façade méditerranéenne de la couronne de Castille, mais que le souverain ne contrôlait pas, faute de marine.

Dans cette situation, on comprend que la société murcienne soit très militarisée et que les combattants à cheval, nobles ou non, se soient trouvés dans une position dominante et aient bénéficié de privilèges et que dès la conquête, la religion et la fortune – qui conditionnait l'armement – aient constitué, bien davantage que le droit, les facteurs les plus décisifs de structuration hiérarchisée de la population qui s'installait dans la ville. La cavalerie jouait un rôle d'autant plus essentiel que l'étendue des frontières à défendre et le manque d'hommes pour l'assurer, nécessitaient des troupes rapidement mobiles<sup>6</sup>.

Ces privilégiés laïques appartenaient tous, soit à la noblesse (*hidalguita*), soit à la chevalerie urbaine (*caballería de villa*). Il s'avère toutefois extrêmement difficile et hasardeux de distinguer les membres de ces deux catégories quand ils ne sont pas recensés et inscrits sur des registres à cause de la grande diversité des situations individuelles et du fait que les termes *hidalgo* et *caballero* ne recouvraient pas une seule et même réalité, le second apparaissant, d'abord comme un qualificatif militaire attribué à des combattants de statuts sociaux et juridiques différents et, ensuite également, comme un titre dont certains *hidalgos* se paraient sous l'influence des romans de chevalerie, très en vogue au XVe siècle<sup>7</sup>. Par ailleurs, ce qui obscurcit encore davantage la distinction, c'est que la noblesse castillane n'était pas fermée et qu'en dépit et au-delà des distinctions juridiques, on assiste à deux processus qui se poursuivent de façon pressante simultanée et qui ne paraissent contradictoires qu'en apparence, l'un,

BRAUNSTEIN «Pour une histoire des élites urbaines: vocabulaire, réalités et représentations», dans ce même volume, pp. 29-38 et R. NARBONA VIZCAÍNO, *Oligarquías políticas y élites económicas en las ciudades bajomedievales (siglos XIV – XVI)*, *Revista d'Historia Medieval*, 9 (1998), 12-14 (introduction).

<sup>3</sup> Cet article vient nuancer et réviser en partie une étude antérieure: D. MENJOT, «*Hidalguita* et *caballería* à Murcie: contours sociaux d'une aristocratie urbaine du XIIIe au XVe siècle», *Les sociétés urbaines en France méridionale et en Péninsule ibérique au Moyen Âge. Actes du colloque de Pau*, 1998, Paris, CNRS, 1991, pp. 219-227.

<sup>4</sup> Il a été publié par J. TORRES FONTES, «Los hidalgos murcianos en el siglo XV», *Anales de la Universidad de Murcia*, 22 (1-2) (1963-1964), pp. 5-22.

<sup>5</sup> M. RODRÍGUEZ LLOPIS, «La expansión territorial castellana sobre la cuenca del Segura (1235-1325)», *Miscelánea Medieval Murciana*, 12 (1985), pp. 105-138. J. TORRES FONTES, «Incorporación de Murcia a la Corona de Castilla», *Fueros*

y *Privilegios de Alfonso X al reino de Murcia*, Colección de Documentos para la Historia del Reino de Murcia (CODOM), III, Murcie, 1973, pp. XIX-LXV (Introduction).

<sup>6</sup> Sur la société frontalière de Murcie, on consultera les deux synthèses de M. MARTÍNEZ MARTÍNEZ, «Organización y evolución de una sociedad de frontera. El reino de Murcia (ss.XIII-XV)», *Medievalismo*, 5, (1995), pp. 31-88 et «Ciudades de frontera y sociedad urbana: la ciudad de Murcia» (siglos XIII-XV) *Scripta. Estudios en Homenaje a Elida García García*, Oviedo, 1998, pp. 367-395 et celle de plus grande ampleur de D. MENJOT, *Murcie castillane. Une ville au temps de la frontière (1243-milieu du XVe siècle)*, 2 ts., Madrid, Casa de Velázquez, 2002; traduction partielle, *Murcia, ciudad fronteriza en la Castilla bajomedieval*, Murcia, Real Academia Alfonso X el Sabio, 2008.

<sup>7</sup> J. RODRÍGUEZ VELASCO, *El debate sobre la caballería en el siglo XV*, Valladolid, Junta de Castilla y León, 1996.

d'indifférenciation de ces couches dominantes hétérogènes par fusion en une classe nouvelle, et l'autre, de différenciation interne de celle-ci.

### 1. Les nobles de sang: *hidalgos*, *caballeros*, *escuderos*<sup>8</sup>.

Dans la II<sup>e</sup> des *Siete Partidas*, oeuvre juridique élaborée sous l'égide d'Alphonse X entre 1255 et 1272, il est précisé que "ceux qui sont choisis pour devenir *caballeros* sont plus honorables que tous les autres défenseurs" et l'*hidalguía* est définie comme "la noblesse qui vient aux hommes en raison du lignage"<sup>9</sup>. Elle ne s'acquiert donc légalement que par le sang, qui transmettait les vertus cumulées des générations d'ancêtres<sup>10</sup>. Les chartes d'*hidalguía* apportées par leurs possesseurs au conseil ou obtenues de lui par ceux qui voulaient faire reconnaître leur qualité, ainsi que les conditions exigées par la monarchie pour cette reconnaissance – notamment dans la II<sup>e</sup> *Partida* –, permettent de préciser clairement le statut nobiliaire<sup>11</sup>. Est *hidalgo* quiconque descend par filiation légitime d'un père et d'un grand-père notablement tenus pour tels et (ou) dont le *solar* – le berceau de la famille – est

<sup>8</sup> Parmi les nombreux travaux sur la noblesse dans les royaumes ibériques, on citera, entre autres, le manuel de M.-Cl. GERBERT, *Les Noblesses Espagnoles au Moyen Âge XIe-XVe siècle*, Paris, Armand Colin, 1997; *La nobleza peninsular en la Edad Media*, VI Congreso de Estudios Medievales, Fundación Sánchez-Albornoz, León, 1997, Avila, 1999; M.C. QUINTANILLA RASO, «La nobleza», *Orígenes de la Monarquía Hispánica: propaganda y legitimación (ca 1400-1520)*, dir. J.M. NIETO SORIA, Madrid, 1999, pp. 563-576; A. RUCQUOI, «Être noble en Espagne aux XIVe-XVIe siècles», dans O.G. OEXLE et W. PARAVICINI (éds.) *Nobilitas, Funktion und Representation des Adels in Lateuropa*, eds. O.G. OEXLE et W. PARAVICINI Göttingen, 1997, pp. 273-298; C. HEUSCH (dir.), *La caballería castellana en la baja edad media. Textos y contextos*, Montpellier, Presses de Montpellier 3, 2000.

<sup>9</sup> Alfonso X, *Segunda Partida*, éd. facsimil. de l'édition de Salamanque, 1555, Titre XXI, Loi I: «Otrosi los que son escogidos para caballeros son mas honrrados que todos los otros defensores»; Loi III: «Fidalguía segund diximos en la ley ante desta, es nobleza que viene a los omes por linaje».

<sup>10</sup> A titre d'exemple, on lira l'étude de cas très précise de R. SÁNCHEZ SAUS, *Caballería y linaje en la Sevilla Medieval*, Université de Cádiz, 1989.

<sup>11</sup> Alfonso X, *Segunda Partida*..., Titre XXI, Loi II: parce estos fueron escogidos de buenos lugares e algo, que quiere tanto dezir en language de Espanna como bien, por eso los llamaron fijosdalgo, que muestra atanto commo a fijos de bien. Sur la polémique autour de l'origine du mot *hidalgo*, ainsi que sur sa diffusion, J. Ma. LACARRA, «En torno a la propagación de la voz hidalgo», *Homenaje a Don Agustín Millares Carlo*, Vol. II, Caja Insular de Ahorros de Gran Canaria, Las Palmas, 1975, pp. 43-53.

connu, ou dont la noblesse a été officiellement reconnue à la Cour d'un roi ou est de notoriété publique. Mais quand, en cas de contestation, un individu devait apporter la preuve de cette notoriété devant une juridiction, il ne pouvait le faire qu'à l'aide de témoignages attestant que son aïeul jouissait des prérogatives de l'*hidalguía*, à savoir la «composition» judiciaire de cinq cents sous et l'exemption des *servicios* – impôts directs de répartition levés par la monarchie – dont les *hidalgos* murciens déclaraient jouir depuis le 4 mai 1267<sup>12</sup>; cette franchise fiscale fut étendue aux *monedas* – impôt de quotité sur le capital – dès 1349 et toujours reconnue et fréquemment confirmée par la suite. À partir des années 1420, dans des requêtes qu'ils présentaient devant les autorités municipales ou dans des documents fiscaux, des individus se prétendaient «nobles» et étaient reconnus comme tels parce qu'ils «étaient exempts d'impôts» ou «parce qu'ils n'avaient jamais payé et n'avaient coutume de payer aucun impôt royal ou municipal»<sup>13</sup>. Mais comme cette exemption, qui ne représentait qu'une des prérogatives de la noblesse, était aussi concédée pour des raisons diverses à des non-nobles et que les descendants de ces derniers en héritaient éventuellement, un petit-fils d'exempté pouvait être reconnu *hidalgo* d'autant plus facilement que les membres de cet ordre n'avaient aucune obligation de se faire adouber. À partir de 1387, Jean I<sup>er</sup> accepta que soient considérés comme *hidalgos* tous ceux qui n'avaient pas figuré sur les listes de contribuables pendant vingt ans si leurs ancêtres n'avaient pas contribué pendant trois générations<sup>14</sup>. La noblesse n'était donc pas une caste fermée, d'autant moins que l'anoblissement par privilège royal était une pratique courante, encore que fort contestée<sup>15</sup>. Elle était même relativement facilement accessible par la participation à des

<sup>12</sup> Affirmation enregistrée dans la séance du conseil du 24 mars 1376, Archivo Municipal Murcia (AMM), Actas Capitulares (AC), Libro de Ordenaciones, (LO).

<sup>13</sup> Par exemple (dernier jour de février 1427, AMM, Cartulario Real (CR), 1411-1429, fls. 191v-192r., Domingo Vicente "prouva" son *hidalguía* par le fait que... ha estado e esta en posesion de omne fijosdalgo de 10 o 20 o 30 annos e de tanto tiempo aca que memoria de omnes non es en contrario e que nunca pecho ni acostumbro pechar ni pagar pecho alguno real ni concejal en que omnes fijosdalgo non devieren pagar mas que antes...

<sup>14</sup> Selon M. A. LADERO QUESADA, *La hacienda Real de Castilla en el siglo XV*, La Laguna, Universidad de la Laguna, 1973, p. 211.

<sup>15</sup> La noblesse en Castille «se caractérise par un double sens de l'honneur, celui que confèrent les titres, dignités et fonctions exercées – l'*honor* – celui qui provient des qualités et vertus personnelles – la *honra* – dont témoigne la renommée ou bonne réputation – la *fama*» – A. RUCQUOI, «Caballeros et hidalgos: la noblesse et la ville en Castille», *Les nobles et la ville dans l'espace francophone (XII-XVI siècles)*, eds. O.G. OEXLE et W. PARAVICINI, Paris, PUPS, 2010, p. 315.

campagnes militaires contre les musulmans, l'exercice d'une magistrature urbaine ou l'obtention de titres universitaires; dans la II<sup>e</sup> *Partida*, ceux qui atteignaient le degré de maître se voient attribuer le nom de *caballeros* et après vingt ans d'exercice, l'honneur des comtes<sup>16</sup>.

Une étude sémantique révèle l'apparition puis le renforcement des clivages au sein de la noblesse murcienne. Quand Alphonse X s'adressa, au temps du protectorat, à tous « les chrétiens propriétaires de terres à Murcie », il distingua parmi ceux-ci les *ricos hombres* et les *caballeros*. Des premiers, qui constituaient la couche supérieure de l'Ordre, et qui, selon Salvador de Moxó, se différenciaient par trois éléments: l'importance du patrimoine, le caractère illustre du lignage et la *privanza* (famillarité avec le roi)<sup>17</sup>, on ne rencontre quelques représentants, comme don Jofre de Loaysa et son fils García<sup>18</sup>, que parmi les bénéficiaires de *donadíos*, domaines donnés directement par Alphonse X sans obligation de résider<sup>19</sup>. C'est au début du règne de Pierre I<sup>er</sup>, en 1351, que le terme de *rico hombre* apparaît pour la dernière fois dans la documentation murcienne, de même que celui d'*infanzón*, que l'on peut considérer comme une survivance lexicale<sup>20</sup>. Nous savons qu'à partir de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, les « nouveaux *ricos hombres* », issus de la noblesse trastamariste, reçurent (du moins les plus importants d'entre eux) des titres et furent appelés désor-

<sup>16</sup> Alfonso X, *Segunda Partida*..., op. cit., Titre XXXI, Loi VIII: «ca luego que son maestros han nome de maestros e de cavalleros e llamaronles Señores de leyes ... e despues que ayan veynte años tenido escuelas de las leyes deven aver honrra de condes ... ».

<sup>17</sup> S. de MOXÓ, « La nobleza castellana en el siglo XIV », *Anuario de Estudios Medievales*, 7 (1970-1971), pp. 493-511. La *privanza* a trouvé son historien en la personne de F. FORONDA, *La privanza ou le régime de la faveur. Essai sur la souveraineté dans la Castille de la fin du Moyen Âge*, thèse sous presse à la bibliothèque de la Casa de Velázquez à Madrid.

<sup>18</sup> La biographie de ce personnage a été faite par A. GARCÍA MARTÍNEZ dans son introduction à la *Crónica de los Reyes de Castilla* de Jofre de Loaysa, Murcia, Academia Alfonso X el Sabio, 1982.

<sup>19</sup> Sur le repeuplement de Murcie, J. TORRES FONTES, *Repartimiento y repoblación de Murcia en el siglo XIII*, Murcia, Academia Alfonso X el Sabio, 1990; sur les *donadíos*, plus spécialement, D. MENJOT, « Une méthode de domination: les concessions royales de terres dans les *huertas* de la basse vallée du Segura à l'époque de la Reconquête », dans M. BALARD et A. DUCELLIER (éds.), *Coloniser au Moyen Âge. Méthode d'expansion et techniques de domination en Méditerranée du XI<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle*, éds. M. BALARD et A. DUCELLIER, Paris, Armand Colin, 1995, pp. 161-171.

<sup>20</sup> Charte du 10 juillet 1351, CODOM, VII, doc. XXI. Sur les *infanzones*, le travail de référence reste celui de Ma. del CARMEN CARLÉ, « Infanzones e hidalgos », *Cuadernos de Historia de España* (1961), 56-100.

mais *Grandes*. A Murcie, on ne rencontre qu'un seul noble tiré, Juan Sánchez Manuel, descendant de l'Infant Manuel, dernier fils d'Alphonse X, qui était comte de Carrión au moins depuis 1369, bien que d'autres, comme Alfonso Yáñez Fajardo, Fernán Pérez Calvillo, Juan Sánchez de Ayala, ou le connétable Ruy López de Dávalos, propriétaires de seigneuries et chefs de lignage, appartenissent à cette catégorie<sup>21</sup>. Mais au total, les membres de la haute noblesse apparaissent très peu nombreux, ce qui constitue une des particularités de la région murcienne et s'ils restaient propriétaires de vastes domaines dans le territoire urbain, ils formaient une noblesse urbaine<sup>22</sup>, comme dans d'autres régions de l'Europe méditerranéenne: les cités d'Italie du nord et du centre et les régions méridionales du royaume de France<sup>23</sup>. Ils possédaient en ville leurs *casas mayores* dans lesquelles ils résidaient habituellement, ils participaient au gouvernement en exerçant des offices municipaux à commencer par celui de *regidor*<sup>24</sup> et tiraient profit du milieu urbain, notamment en prenant à ferme certains impôts<sup>25</sup>.

Jusqu'en 1277, aucun document ne mentionne l'existence d'*hidalgos* à Murcie et dans son territoire. Parmi les bénéficiaires de donations dans les répartitions successives de terres qui eurent lieu à partir de 1266, on ne rencontre dans les troisième et quatrième répartitions que des *caballeros* hiérarchisés en trois catégories, au même titre que les *peones*. Il ne fait guère de doute que dans ces répartitions les *caballeros mayores* appartenaient à la no-

<sup>21</sup> Sur les deux principaux lignages de la ville et leurs luttes pour l'hégémonie, Ma. de los Llanos MARTÍNEZ CARRILLO, *Manuales y Fajardos. La crisis bajomedieval en Murcia*, Murcia, Academia Alfonso X el Sabio, 1985.

<sup>22</sup> Toutes les monographies l'attestent, voir la synthèse d'A. RUCQUOI « Caballeros et hidalgos... », pp. 303-323.

<sup>23</sup> Comme l'a bien mis en évidence, M. BERENGO, *L'Europa delle città. Il volto della società urbana europea tra Medioevo ed Età Moderna*, Turin, s. ed., 1999, pp. 245 et ss.

<sup>24</sup> Sur la participation des principales familles au pouvoir municipal, Ma. de los Llanos MARTÍNEZ CARRILLO, *Revolución urbana y autoridad monárquica en Murcia durante la baja Edad Media (1395-1420)*, Murcia, Academia Alfonso X el Sabio, 1980; D. MENJOT, *Murcie castellane...*, p. 1012 et ss et l'article issu de sa thèse inédite de J.M. MOYANO MARTÍNEZ, « Familia y poder político en la Murcia bajomedieval (siglos XIV y XV) », *Miscelánea Medieval Murciana*, XVII (1992), pp. 9-41.

<sup>25</sup> Ma. de los Llanos MARTÍNEZ CARRILLO, « Las pujas del quinto en los arrendamientos de rentas de la segunda mitad del siglo XIV », *Miscelánea Medieval Murciana*, XII (1985), 9-26; D. MENJOT, « La ferme des impôts municipaux à Murcie au bas Moyen Âge » dans M. BOONE et W. PREVENIER (éds.), *Finances publiques et finances privées au bas Moyen Âge*. Actes du colloque de Gand, éds. M. BOONE et W. PREVENIER, 1995, Leuven, Garant, 1996, pp. 117-130.



blesse, sinon comment expliquer le fait que le souverain leur ait accordé une dotation trois fois supérieure – 20 *alhabas* (valeur d'estimation) – à celle des *caballeros medianos* – 6,5 *alhabas* – et quatre fois supérieure à celle des *caballeros menores* – 5 *alhabas* – ? Dans les deux dernières répartitions, qu'il fit effectuer entre 1270 et 1273, Alphonse X ne fit plus de distinction entre les *caballeros*. Mais comme, par ailleurs, il divisait toujours la société urbaine en trois groupes: *caballeros*, *omnes buenos* ou *ciudadanos* et *menestrales*, il se pourrait que le terme *caballero*, employé seul, ne désigne plus que la frange nobiliaire des combattants à cheval et qu'il ait acquis ainsi une portée sociale et juridique. En tout cas, il reste ambigu dans cette région qui comptait beaucoup de cavaliers non nobles. Cela explique que dès 1277, le roi précisa, *caballeros hidalgos*, pour distinguer les cavaliers nobles de ceux qui ne l'étaient pas et, probablement aussi, pour réserver ce titre aux seuls nobles<sup>26</sup>.

C'est le second terme qui s'imposa pour désigner les membres de ce groupe supérieur, ce qui supprimait toute ambiguïté puisque des individus d'autres milieux sociaux combattaient aussi à cheval et que certains nobles n'avaient plus les moyens de combattre ainsi, à cause de l'alourdissement progressif de l'équipement qui en augmentait le coût, encore accru par l'inflation et cela alors que leurs ressources diminuaient à la suite de la disparition des profits de guerre, de l'amenuisement des patrimoines consécutive aux partages successoraux, des calamités et de la raréfaction de la main-d'œuvre qui compromettrait la production des domaines. Ces *hidalgos* trop pauvres, ainsi que les trop jeunes<sup>27</sup>, pour combattre à cheval furent distingués des autres sous le nom d'*escuderos* (écuyers) et formèrent la couche inférieure de la noblesse locale alors que les *caballeros* en constituaient désormais la partie la plus riche et la plus influente. Ces *escuderos* étaient au nombre d'une douzaine dans la cinquième répartition effectuée en 1272-1273; ils étaient attachés au service de membres de la haute noblesse, que l'on reconnaît à leur titre honorifique de *don*, mais qui ne furent pas individualisés en tant que groupe avant 1293, par Sanche IV<sup>28</sup>.

A partir du règne de Pierre Ier, ces deux catégories nobiliaires étaient clairement différenciées dans les chartes puisque les souverains adressaient celles-ci aux « *caballeros, escuderos, omnes buenos et oficiales...* » de Murcie. Mais dans la pratique, il s'avère impossible de répartir les *hidalgos* entre *caballeros* et *escuderos*, étant donné qu'ils ne faisaient pas suivre leur nom d'un titre qui ne leur apportait aucune franchise particulière supplémentaire à celles dont ils jouissaient comme membre de l'Ordre. Si, tout à fait excep-

tionnellement, dans le livre des *hidalgos* de 1418, quatre individus: Juan Sánchez de Claramonte, Alfonso de Moncada, Sancho Rodríguez de Palenzuela et Ruy García de Peñaranda, se disaient «*caballeros*», comme Fernando Oller quelques années auparavant, alors que Juan Sánchez de Ayala se présentait comme «*escudero*», c'est probablement parce qu'appartenant à quelques-unes des plus vieilles et importantes familles de la ville, ils arboraient ces titres qui véhiculaient l'image des héros des romans de chevalerie pour se distinguer encore plus de la masse des «*hidalgos ciudadanos*». A Murcie, les membres de la noblesse se présentaient comme *hidalgos* et privilégiaient donc l'ancienneté et la pureté du sang et non comme *caballeros*, car ils ne voulaient pas être confondus avec les cavaliers de la ville.

En 1418, la municipalité fit effectuer dans chacune des neuf paroisses de la ville un recensement des «*caballeros, escuderos e duenos e donzellas fijos-dalgo notorios, veznos e moradores*» à la demande de ces individus. Tous ceux qui jouissaient du statut nobiliaire sont donc censés y figurer. On compte 456 individus dont 372 hommes et 84 femmes, enregistrées comme veuves ou filles d'un *hidalgo* décédé. Ils portent au total seulement 290 patronymes différents car dans certaines familles, comme, par exemple, celles des Galarte, des Gil, des Junterón plusieurs membres, sinon tous sont inscrits.

Un réexamen minutieux de ce registre à la lumière de l'importante documentation conservée dans la ville confirme qu'il est incomplet comme son éditeur, Juan Torres Fontes, l'avait déjà remarqué. Ainsi les frères Alfonso et Francisco Tacón, reconnus *hidalgos* en 1417, en sont absents, tout comme 75% des 133 *hidalgos* et *caballeros* qu'en 1415, soit trois ans auparavant seulement, l'évêque avait exempté de l'impôt qu'il levait. Parmi ces «ou-bliés», certains, comme Juan Sánchez Manuel, Pedro Gómez de Dávalos ou les membres de la famille Calvillo, n'avaient pas besoin de faire attester leur *hidalguita* tant elle était notoire, ce qui n'était assurément pas le cas du chirurgien, du tisserand, du pelletier, du tavernier et des quinze notaires inscrits sur cette liste et dont on ne peut déterminer s'il s'agissait d'individus enrichis par les affaires ou les offices ou de nobles appauvris contraints d'exercer ces activités pour subsister; la dérogance n'existant pas en Castille, la condition nobiliaire n'était pas incompatible avec l'exercice d'un métier pourvu qu'il ne fut ni manuel, ni vil. Par contre figurent dans ce registre des personnes décédées avant 1418 tels Lázaro et Juan Sánchez de León dont la mort remontait respectivement à 1409 ou 1410 et à avant 1413. Ce livre a donc très certainement été composé, non pas à la suite d'un recensement nominatif par un ou plusieurs officiers mandatés par les autorités municipales, mais à partir d'un ou plusieurs livres antérieurs<sup>29</sup>.

<sup>29</sup> Toutefois il ne s'agit pas d'une compilation de toutes les listes d'*hidalgos* puisque les 53 qui allèrent servir le roi dans sa guerre au Portugal en 1384 ne s'y trouvent

<sup>26</sup> Charte du 23 janvier 1277, CODOM, I, doc. LXXVI.

<sup>27</sup> Comme les définit Juan Manuel, *Libro de los Estados*, 5 cap. XCI, p. 392: Los hijos que los caballeros an son llamados 'escuderos' (...) e escudero debe usar traer el escudo et las otras armas para aprender et usarlos para quando le fuere mester.

<sup>28</sup> Charte du 23 mai 1293, CODOM, IV, doc. CLIII.

Les 456 personnes enregistrées dans ce document ne représentent donc pas le nombre exact d'*hidalgos* murciens en 1418. Étaient-ils plus ou moins nombreux? Juan Torres Fontes, sans pouvoir l'affirmer, pense qu'ils l'étaient moins et qu'un certain nombre étaient des intrus qui avaient fait oublier leur condition *villana*, ce qui est très probable, mais les individus se targuant de la condition nobiliaire pourraient bien constituer un groupe plus étroit<sup>30</sup> puisqu'en 1443, 676 Murciens se déclarèrent *hidalgos*<sup>31</sup>. Dans cette liste de 1418, bon nombre d'*hidalgos* apparaissent alors pour la première fois dans la documentation, ce qui prouve qu'ils n'étaient ni riches ni puissants et ne participaient pas à la vie politique.

À Murcie, la place dans la hiérarchie nobiliaire apparaît donc essentiellement fonction de la richesse. Quand Jean I<sup>er</sup> convoqua obligatoirement tous les *hidalgos* murciens à la guerre du Portugal en 1384, il les répartit en trois catégories de combattants selon l'armement qu'ils pouvaient acquérir: les «hommes d'armes», les arbalétriers et les lanciers. Les premiers devaient servir à cheval, les seconds à pied, «avec une lance, un poignard et un bouclier». Cette distinction traduit bien l'appauvrissement de certaines familles et l'ampleur de l'éventail des fortunes au sein du groupe nobiliaire de la ville.

## 2. Les chevaliers urbains: *caballeros ciudadanos* et *caballeros de cuantía*.

La chevalerie urbaine se composait de ceux que les textes appellent *caballeros de villa*, *omnes de caballo* ou encore, *caballeros ciudadanos* et que les historiens désignent par le néologisme de *caballería villana* ou *popular*<sup>32</sup>.

pas alors qu'ils sont enregistrés, AMM, CR, années 1384-1391, 7 août 1384, fl.116r-v.

<sup>30</sup> Et cela n'aurait rien d'exceptionnel puisque, par exemple, à Séville, selon le recensement effectué en 1384, les *caballeros* constituaient 30% des inscrits et que sous ce titre générique se retrouvaient les nobles tirés, les officiers municipaux, des changeurs et même des boutiquiers, A. COLLANTES DE TERÁN, *Sevilla en la baja Edad Media. La ciudad y sus hombres*, Séville, Ayuntamiento, 1984, pp. 224-233.

<sup>31</sup> AMM, AC, LO, 10 décembre 1443 et 14 janvier 1444.

<sup>32</sup> Elle est née très tôt sur la frontière entre les royaumes chrétiens et l'Andalus. Elle a fait l'objet de nombreuses études parmi lesquelles, celles, générales de J. F. POWERS, *A society organized for war. The Iberian municipal militias in the central middle ages (1000-1284)*, Berkeley, Los Angeles, Londres, 1988. J. Ma. MONSALVO ANTÓN, «Transformaciones sociales y relaciones de poder en los concejos de frontera, siglos XI-XIII. Aldeanos, vecinos y caballeros ante las instituciones municipales», *Relaciones de poder, de producción y parentesco en la Edad Media y Moderna*, éd. R. PASTOR, Madrid, CSIC, 1990, pp. 107-170. C. ASTARITA,

Alphonse X, conscient que des combattants à cheval étaient indispensables pour garantir militairement sa conquête, permit à quiconque de le devenir, à condition d'acquiescer les armes nécessaires et un cheval, qu'il voulait de «belle couleur, avec un bon cœur et des membres convenables» et dont il fixa la valeur à trente maravedís<sup>33</sup>. Il leur accorda d'importants privilèges, à savoir, d'une part, des dotations très supérieures à celles des *peones* (fantassins), d'autre part, l'exemption du *diezmo* (impôt douanier), de l'*almojarifazgo* et de «tous les autres droits et tributs» ainsi que de l'impôt de 2% que les colons devaient acquitter sur la valeur de leurs terres et, enfin, la garantie de conserver leur lot de *caballero* et de le transmettre à leur fils même s'ils ne chevauchaient qu'un temps, ce qui revenait à reconnaître qu'un enfant pouvait hériter de la condition de son père. Sanche IV y ajouta l'exemption de *moneda foreira* (impôt direct de quotité perçu par la monarchie tous les sept ans), qu'il étendit à leur veuve et à leurs fils mineurs<sup>34</sup>. Ces privilèges donnaient une existence juridique à une véritable caste chevaleresque et assuraient sa prééminence économique et sociale; ils la rapprochaient de la noblesse.

Ces avantages, pourtant considérables, ne semblent pas avoir suscité de vocations ou, du moins, pas en nombre suffisant. Dans toute la Castille, la chevalerie citadine déclina du fait que le service à cheval devenait une charge très lourde à cause de la hausse du prix de l'équipement et de la disparition des profits de guerre consécutive à l'arrêt de la Reconquête. Or, la cavalerie était plus que jamais nécessaire dans ce royaume frontalier sous-peuplé, qui était soumis aux attaques des Aragonais et des Grenadins et aux incursions des troupes d'almogávares. Aussi, après l'occupation aragonaise – 1295-1304 –, pour pacifier une région qui venait de connaître dix ans de troubles et assurer sa défense, les autorités ne pouvaient plus se contenter d'inciter, il fallait contraindre. C'est pourquoi le conseil imposa l'achat d'un cheval et d'armes de cavalier à tous ceux qui possédaient une certaine valeur de fortune (*cuantía*), qu'il fixa à 15.000 maravedís<sup>35</sup>. Afin d'avoir davantage de combattants, Alphonse XI, en 1333, abaissa à 12.000 maravedís ce seuil, pour le

«Classe sociale, statut et pouvoir de la "caballería villana" de Castille. Une révision", *Le Moyen Âge*, 1999, 105-2, pp. 415-437. Une étude de cas très détaillée, M.D. CABAÑAS, *La caballería popular en Cuenca durante la baja Edad Media*, Madrid, s. ed., 1980.

<sup>33</sup> Charte du 17 janvier 1257, CODOM, III, doc. XIII.

<sup>34</sup> On l'apprend par une confirmation du 16 février 1368, CODOM, VII, doc. CLXXX.

<sup>35</sup> On l'apprend dans une chartre du 10 septembre 1333 (AMM, CR, *eras* 1352-1382).



calcul duquel n'entrait pas en compte la valeur de la résidence principale<sup>36</sup>. C'est l'origine de la *caballería de cuantía* (chevalerie de fortune), appelée aussi *caballería de alarde* (chevalerie de montre), parce que ceux qui en faisaient partie devaient obligatoirement et régulièrement faire la montre. Elle constitue, comme l'écrit C. Pescador: « l'étape finale du développement de la *caballería villana* comme institution caractéristique et différenciée »<sup>37</sup>.

Quinze ans plus tard, aux Cortès d'Alcalá en 1348, ce même souverain, qui, à la fin de son règne, avait de plus en plus besoin de pouvoir disposer d'une force armée qui lui soit fidèle alors qu'il pouvait de moins en moins compter sur la haute noblesse et qu'il mobilisait tous ses moyens dans la guerre du Détroit, généralisa cette «chevalerie» à l'ensemble de ses royaumes et la réglementa<sup>38</sup>. Désormais, à Murcie, les *caballeros* devaient posséder un cheval valant au moins 600 maravédís et être passés en revue tous les quatre mois par les alcaldes; pour remplacer un cheval crevé ou vendu, ils disposaient respectivement de trois et de deux mois. Comme dans cette région, tous les *caballeros* «*andan a la ginetá*», c'est-à-dire formaient une cavalerie légère, montée sur des chevaux rapides de race locale, ils ne devaient pas avoir d'autre monture; seuls ceux qui possédaient cinq de ces bêtes pouvaient acquérir un cheval castillan. Bien entendu, il leur était interdit de remplacer les chevaux par des mules; l'utilisation de celles-ci comme montures était conditionnée par la possession des premiers. Si, pour multiplier le nombre de ces *caballeros* à Murcie, Alphonse XI abaissa d'un tiers la *cuantía* en la ramenant à 8.000 maravédís, elle n'en resta pas moins la plus élevée des régions frontalières puisqu'elle était deux fois supérieure à celle en vigueur dans les autres évêchés frontaliers de Cordoue et de Jaén, ce qui ne prouve pas que le monarque avait moins besoin d'hommes sur ce front est, mais que la vie y était plus chère et aussi qu'il ménageait les Murciens. En compensation, Alphonse XI concéda aux *caballeros de cuantía* toutes les franchises accordées jadis par ses prédécesseurs aux *caballeros*. Il en ajouta une de caractère honorifique en réservant à leur femme l'exclusivité de certains vêtements et de certaines parures, mais surtout il étendit l'exemption d'impôt à

<sup>36</sup> Sur les origines de cette cavalerie, voir M. PÉREZ PRENDES, «El origen de las *caballeros de cuantía* y *cuantiosos* en el siglo XV», *Revista Española de derecho militar*, 9 (1960), pp. 111-175.

<sup>37</sup> «La caballería popular en León y Castilla», *Cuadernos de Historia de España*, 39-40 (1964), p. 197. A Murcie, la chevalerie de montre n'est jamais désignée autrement que «*los que mantienen caballos e armas*». C'est seulement dans les documents royaux qu'il est fait mention des *caballeros de alarde*; voir, par exemple, la charte d'Henri III copiée dans AMM, AC, LO, 5 juillet 1399.

<sup>38</sup> *Cortes de los antiguos reinos de León y Castilla*, t. I, Cortès de Alcalá (1348), petition, 57.

ceux d'entre eux qui avaient perdu les moyens de servir à cheval<sup>39</sup>. Par ce dernier privilège qui ne rémunérait plus un service, le souverain finit de constituer ce groupe de professionnels à l'origine en une classe sociale dont les privilèges étaient pratiquement identiques à ceux de la noblesse de sang, à laquelle elle commença à s'identifier. Ces *caballeros* jouissaient tout comme les *hidalgos*, de la franchise fiscale<sup>40</sup>, comme eux, ils avaient le droit d'abattre des sangliers toute l'année<sup>41</sup>. Par conséquent, tous les plus riches habitants, par le fait qu'ils étaient tenus de servir à cheval, entraient ainsi dans le groupe des privilégiés.

Les souverains ne renoncèrent pas à la *caballería de cuantía* qui subsista... jusqu'en 1619<sup>42</sup>! Pour éviter que les Murciens ne s'y soustraient, ils renforcèrent le contrôle en réévaluant l'amende qui sanctionnait le manquement aux obligations et en faisant inspecter l'équipement par les alcaldes. Les habitants qui étaient astreints à ce service cherchaient en effet à y échapper ou plutôt ils désiraient profiter des avantages qui étaient attachés à son accomplissement sans en remplir les charges qui pouvaient paraître excessives, en tout cas aux moins fortunés d'entre eux qui atteignaient juste le seuil exigé. Elles leur paraissaient d'autant plus lourdes que, jusqu'au début du XV<sup>e</sup> siècle, la valeur de la monture était imposée et qu'en 1384, celle de l'armement, composé d'une armure, d'un bassin et d'un bouclier fut fixée à la même valeur, soit 1 000 maravédís, autant que celle d'un cheval, alors que le capital exigé pour être cavalier, s'il connut des modifications sensibles, resta stable pendant de très longues périodes: 10 000 maravédís entre 1365 et 1404, 20 000 entre 1410 et 1452. En contrepartie, le service à cheval ne constituait absolument pas une garantie pour continuer à s'enrichir ni même pour conserver la richesse acquise. En effet, il me paraît exagéré de croire que les chevauchées procuraient un revenu substantiel et complémentaire, sauf tout à fait exceptionnellement, car ces expéditions étaient rares, étant donné que la ville vivait la plupart du temps sur la défensive<sup>43</sup>. Par ailleurs, la cheva-

<sup>39</sup> On l'apprend par une confirmation dans une charte datée du 24 juillet 1347, AMM, Armario I. Libro, 47 fl. 59v-60r.

<sup>40</sup> Charte du 15 janvier 1384, AMM, CR, 1384-91, fol. 91r-94v: ... *que todos aquellos queden aquí adalante tuvieren caballos e armas continuamente que sean francos e quitos de monedas e de otros pechos reales*.

<sup>41</sup> Ils ne semblent toutefois pas bénéficier comme eux de la composition de 500 sous et du droit de ne pas être fouetté.

<sup>42</sup> Pour plus de détails sur l'évolution de la *caballería de alarde*, on se reportera à l'étude exhaustive de J. TORRES FONTES, «La caballería de alarde murciana en el siglo XV», *Anuario de Historia del Derecho Español*, 38 (1968), pp. 31-86.

<sup>43</sup> Comme lors de la campagne de 1407-1408, au cours de laquelle l'ost municipal ravit un important butin aux gens de la ville frontalière grenadine de Vera; j'ai

lerie ne jouissait plus du prestige qui était le sien au temps de la grande avancée de la Reconquête et, pour des gens aisés, il existait d'autres luxes, en particulier vestimentaire, que les souverains essayaient de freiner par des ordonnances somptuaires. Il n'y avait finalement qu'en temps de pression fiscale extrême, comme à l'orée du XV<sup>e</sup> siècle, que l'exemption d'impôts compensait les charges militaires.

Les effectifs des *omnes de caballo* variaient donc assez sensiblement d'une année à l'autre et différaient plus ou moins de celui des habitants qui atteignaient effectivement le seuil de fortune en fonction de l'intérêt qu'avaient les assujettis à faire partie de ce corps ou des possibilités qu'avaient les autorités de les y contraindre. En 1361, un clerc de la ville aragonaise voisine d'Orihuela, Pedro Bellot, dans les annales qu'il rédigea, évalua à 400 les *caballeros* que Murcie pouvait mobiliser<sup>44</sup>. En 1382, le conseil ordonna de mobiliser 220 *caballeros* parmi «ceux qui ont des chevaux par *cuantías* et ceux qui atteignent les *cuantías* et n'en possèdent pas»<sup>45</sup>. En 1407, le conseil estimait qu'il y avait 300 *caballeros* dans la ville tandis qu'en 1445, dans la première montre dont la liste des participants nous a été conservée, 211 *omnes de caballo* sont enregistrés parmi lesquels un marchand, trois artisans – un armurier, un savetier et un tisserand –, un Génois et quatre juifs<sup>46</sup>. Il n'y avait donc aucune exclusive, les membres de la minorité hébraïque étaient également incorporés à la cavalerie et ce au moins depuis 1375<sup>47</sup>.

### Conclusion: la fusion dans l'*hidalguita*

Pour des raisons politiques et militaires, parce qu'ils avaient besoin de pouvoir disposer d'une force armée qui fut soit fidèle, les souverains favorisent donc ceux qui avaient les moyens de les servir comme cavaliers en leur accordant les privilèges juridiques, économiques et surtout fiscaux qu'ils réclamaient. Ce faisant, ils identifiaient *hidalgos*, *caballeros* et *omnes de caballo*. La franchise fiscale unifiait ces catégories et marquait nettement la rup-

tenté de chiffrer le poids de cette campagne, D. MENJOT, «Le poids de la guerre dans l'économie murcienne, l'exemple de la campagne de 1407-1408 contre Grenade», *Miscelánea Medieval Murciana*, III (1976), pp. 37-70.

<sup>44</sup> P. BELLOT, *Annales de Orihuela*, éd. J. Torres Fontes, rééd., Murcie, Academia Alfonso X el Sabio, 2001, t. II, p. 205.

<sup>45</sup> AMM, AC, LO, 28 juin 1382, réitéré le 23 août de la même année.

<sup>46</sup> J. TORRES FONTES, «La caballería de alarde murciana ...

<sup>47</sup> Puisque dans sa chartre du 18 janvier 1375, CODOM, VIII, doc., 164, p. 266, Henri II leur donna le droit, s'ils n'avaient qu'une monture, d'amener une mule à la guerre sans amener de cheval.

ture avec les autres groupes sociaux de sorte qu'elle apparaît bien comme «l'origine de toute noblesse»<sup>48</sup>, d'autant qu'il suffisait à une famille d'en avoir joui pendant plusieurs générations pour officiellement accéder à cet ordre et faire oublier son origine. Si comme l'a bien remarqué J. Valdeón: «le déclin évident du secteur *hidalgo*, uni à l'ascension de certains *villanos* qui, grâce à leur bonne situation économique pouvaient entretenir un cheval, explique la rencontre qui se produisit entre les deux groupes»<sup>49</sup>, celle-ci fut réalisée par les privilèges royaux, au premier rang desquels se situe l'exemption fiscale, qui constitue le principal facteur d'homogénéisation et de différenciation.

Exemption fiscale, *caballería* et *hidalguita* apparaissent abusivement confondues et cette confusion entraîne une véritable course à l'*hidalguita* de la part des habitants désireux de se mettre définitivement à l'abri de l'impôt sans pour autant avoir à remplir des obligations militaires<sup>50</sup> et, en réaction, à une impitoyable chasse aux fraudeurs de la part des autorités désireuses de limiter le nombre des exemptés non tenus de servir à cheval. Les privilèges obtinrent régulièrement confirmation de leur exemption d'impôt royal à la fois par les monarques successifs et par le Conseil – qu'ils contrôlaient – et qui alla jusqu'à engager tous ses biens meubles pour dédommager éventuellement les *hidalgos* qui auraient été injustement imposés<sup>51</sup>. La franchise fiscale d'impôts directs fut définitivement acquise à ces derniers au début du XV<sup>e</sup> siècle.

*Hidalgos* de vieille souche et *hidalgos* de fraîche date ayant fait oublier leur origine voulurent alors également, pour mettre fin aux contestations, faire reconnaître définitivement leur qualité, écarter eux-mêmes les intrus et se distinguer officiellement des *omnes de caballo*, avec lesquels ils admettaient mal d'être assimilés. Pour manifester leur noblesse, ils ne pouvaient pas se faire armer chevaliers, Alphonse XI ayant réservé l'adoubement aux *caballeros* de lignage<sup>52</sup>, mais ils voulurent officiellement faire reconnaître leur qualité

<sup>48</sup> M.-Cl. GERBET, *La noblesse dans le royaume de Castille. Étude sur ses structures sociales en Extrémadure (1454-1516)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1979, p. 126.

<sup>49</sup> «Una ciudad castellana en la segunda mitad del siglo XIV: el ejemplo de Murcia», *Cuadernos de Historia*, 3 (1969), 225.

<sup>50</sup> Les villes aussi se voulaient nobles, se qualifiaient de «trés nobles» et se doraient d'armoiries, A. RUCQUOI, «Des villes nobles pour le roi», *Realidad e imágenes del poder. España a fines de la Edad Media*, dir. A. RUCQUOI, Valladolid, Ambito, 1988, pp. 195-214.

<sup>51</sup> AMM, AC, LO, 18 juillet 1376.

<sup>52</sup> Voir I. GARCÍA DÍAZ, «La política caballeresca de Alfonso XI», *Miscelánea Medieval Murciana*, II (1984), pp. 117-133.

en se faisant inscrire sur un registre par le secrétaire du Conseil après avoir été acceptés par les alcaldes. C'est la raison de la réalisation de ce livre des *caballeros e escuderos e duenas e donzellas fijosdalgo notorios, vezinos e moradores* de la très noble ville de Murcie<sup>53</sup>, qui se présente comme une remise à jour et marque la fermeture définitive du groupe nobiliaire, dix-huit ans après qu'eût été arrêté le rôle des Murciens seuls admis au *regimiento* (gouvernement municipal) et six ans avant la nomination de magistrats (*regidores* et *jurados*) perpétuels<sup>54</sup>.

A Murcie, les familles nobles dès l'origine et les vieilles familles de *caballeros de villa* se fondaient dans l'*hidalguía* et on ne rencontre jamais dans aucun texte l'usage et la diffusion d'un terme spécifique qui traduirait la prise de conscience d'un groupe social particulier qui, ne pouvant entrer massivement dans l'ordre de la noblesse, se verrait contraint de s'en distinguer, mais par la même obligé de se différencier également du peuple dont il sortait<sup>55</sup>. La classe dominante se cristallisait dans l'*hidalguía*, qui conférait la franchise d'impôts en dispensant du service militaire obligatoire à cheval et allait par la suite attester de la pureté de sang. Ses membres partageait le même mode de vie et les mêmes idéaux<sup>56</sup> mais parmi eux se distinguait une élite qui investissait dans la terre et participait au pouvoir<sup>57</sup>. La *caballería* urbaine était l'antichambre par laquelle les enrichis accédaient à la noblesse.

<sup>53</sup> La première mention d'un tel livre dans les registres de délibérations de la ville date du 13 novembre 1406, la seconde du 11 février 1409, mais aucun des deux n'a été conservé, pas même sous forme de fragments.

<sup>54</sup> Sur l'évolution du système politique murcien, Ma. de los Llanos MARTÍNEZ CARRILLO, *Revolución urbana y autoridad monárquica...*, et D. MENJOT, *Murcie castillane. Une ville au temps de la frontière...*, chapitre XII.

<sup>55</sup> Comme «honorables hommes» dans les villes françaises, B. CHEVALIER, *Les bonnes villes de France du XIVe au XVIe siècle*, Paris, Aubier, 1982, p. 66 ou «citadans honrats» à Barcelone, J.S AMELANG, *Honored citizens of Barcelona: patrician culture and class relations, 1490-1714*, s. I., Princeton University Press, 1986.

<sup>56</sup> D. MENJOT, «La classe dominante des villes de l'Occident méditerranéen au seuil de la modernité, 1490: en el umbral de la modernidad. El Mediterráneo europeo y las ciudades en el tránsito de los siglos XV-XVI», dirs. J. HINOJOSA MONTALVO y J. PRADELLS NADAL, Valence, Consell Valencià de Cultura, Generalitat Valenciana, 1994, pp. 181-203.

<sup>57</sup> Murcie ne fait pas exception, il en est de même dans les autres villes de Castille comme, par exemple Cordoue, M. CABRERA SÁNCHEZ, *Nobleza, oligarquía y poder en Córdoba al final de la Edad Media*, Cordoue, Cajasur, Monte de piedad y caja de ahorros de Córdoba, 1998 ou Cuenca, J. A. JARA FUENTE, *Concejo, poder y élites. La clase dominante de Cuenca en el siglo XV*, Madrid, CSIC, 2000.

## O DOMÍNIO SOBRE HOMENS E TERRITÓRIOS ENQUANTO FATOR DE IDENTIDADE SOCIAL: CORUCHE E OS CONCELHOS LIMITROFES (SÉCULOS XIV E XV)

Adelaide Millán Costa  
Universidade Aberta

### 1. O território e os domínios

Processos de identidade social acantonados ao mundo urbano. Eis o mote específico a desenvolver no presente texto, lançado pelos editores do livro *As categorias sociais e a mobilidade urbana na Península Ibérica no final da Idade Média*.

À partida, é-nos fornecido tanto o estatuto das comunidades a ser objeto de pesquisa – as cidades e vilas – quanto a perspetiva de abordagem – o estudo de processos sociais que nesses espaços se verificam. Impunha-se assim, em princípio, definir apenas o conceito norteador da análise: a identidade social. Contudo, a necessidade de clarificação afirma-se, no imediato, desde que se pretenda delimitar, no território do reino português, o *mundo urbano medieval*. De facto, quando se abandonam as confortáveis certezas relativas às cidades propriamente ditas e às *vilas notáveis*<sup>1</sup>, em que base se

<sup>1</sup> Para além das cidades, até meados do século XV, contam-se como vilas notáveis Beja, Elvas, Guimarães, Leiria, Santarém e Tavira. (*Ordenações do Senhor Rey Dom Afonso V*, ed. fac-similada da de 1792 com notas textológicas de Eduardo Borges NUNES, Livro 1, Título 2, Lisboa, Fundação Calouste Gulbenkian, 1984, parágrafo 5, p. 19). É assim possível identificar o topo da hierarquia do mundo urbano, de acordo com o discurso régio coevo, que corresponde, precisamente, aos concelhos cujos mandatórios tinham assento nos primeiros bancos de cortes. Esta representação equacionava-se, contudo, com os direitos adquiridos; assim, Bragança foi elevada a cidade em 1464 mas os seus procuradores contentaram-se com a ocupação do 4º banco, porque os três primeiros estavam já tomados. Refira-se que,